

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 20 janvier 2015

Conseil-exécutif

4 2013.RRGR.802 Rapport Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018

Suite

Proposition PLR (Desarzens-Wunderlin, Boll)

Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de planification de la CIRE et de représenter ensuite le programme de législature au Grand Conseil.

Proposition UDC (Graber, La Neuveville)

Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de planification de la CIRE et dans les déclarations de planification ci-après et de représenter ensuite le programme de législature au Grand Conseil.

Objectif 1 : Pour renforcer les performances régionales et cantonales et la coopération entre la ville et la campagne, il faut développer une stratégie de la coopération régionale future dans le canton de Berne. Les perspectives de développement des différentes régions et de leurs centres y seront mises en évidence. Les compétences, les domaines d'action, la taille et la structure des conférences régionales et les régions sans conférence régionale y seront traités en détail. Une solution doit être proposée d'ici à la fin de la législature. Les fusions de communes et les différentes formes de la coopération régionale doivent être traitées de manière plus précise dans la stratégie.

Objectif 2, mesures : Les autorités cantonales s'attachent à améliorer les conditions générales de l'économie. Elles veillent en particulier à éviter toute inflation de prescriptions bureaucratiques pour ne pas freiner la créativité et l'initiative des acteurs de l'économie.

Objectif 3 : Les autorités cantonales veillent à garantir la fluidité du trafic.

Objectif 4 : La ligne rouge peut être franchie lorsque les coupes dans les prestations sont ordonnées à titre de sanction.

La présidente. Nous revenons à notre programme gouvernemental de législature, pas le nôtre, pardon, celui du Conseil-exécutif. Nous avons sur la table deux renvois de ce programme, je demanderais à Mme Desarzens puis à Mme Graber de justifier leur renvoi. Je n'aimerais plus discuter maintenant sur le renvoi. Veuillez donner aussi tout de suite votre position et indiquer comment vous allez voter si vous acceptez de prendre connaissance de ce rapport ou non. C'est d'accord? (*Monsieur Haas demande s'il peut s'annoncer comme orateur individuel.*) – Oui, M. Haas, vous pouvez discuter en tant qu'intervenant à titre personnel. Bon, Mme Desarzens, c'est à vous s'il vous plaît.

En attendant l'arrivée de la présidente du Conseil-exécutif, je pourrais encore vous donner deux, trois informations. Comme vous avez pu le constater, nous n'avons aucune intervention concernant la Direction de l'économie publique. Donc, M. Rickenbacher ne sera pas présent cette session. En ce qui concerne la Direction des finances, nous avons deux interventions, deux motions, et toutes les deux ont été retirées, donc Mme Simon ne sera pas non plus présente à cette session, puisque nous n'avons aucune intervention qui concerne la Direction des finances. Bonjour Mme la présidente du Conseil-exécutif. En attendant l'arrivée de la présidente du Conseil-exécutif, je pourrais encore vous donner deux, trois informations. Comme vous avez pu le constater, nous

n'avons aucune intervention concernant la Direction de l'économie publique. Donc, M. Rickenbacher ne sera pas présent cette session. En ce qui concerne la Direction des finances, nous avons deux interventions, deux motions, et toutes les deux ont été retirées, donc Mme Simon ne sera pas non plus présente à cette session, puisque nous n'avons aucune intervention qui concerne la Direction des finances. Bonjour Mme la présidente du Conseil-exécutif.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die FDP hat einen Rückweisungsantrag gestellt unter der Annahme, dass die Planungserklärungen umzusetzen sind. Unser Ziel ist es, dass die Planungserklärungen integraler Bestandteil des Berichts werden und nicht – wie im Gesetz vorgesehen – lediglich vorangestellt würden. Weshalb wollen wir dies? Lesen Sie die gestern gut angenommene Planungserklärung 1. Sie verlangt, eine Vision in die Richtlinien aufzunehmen. Wie soll man eine Vision darstellen, wenn sie nur ausserhalb des Berichtstextes erwähnt wird? Die SAK hat es richtig gemacht, indem sie sich dagegen ausgesprochen hat, dem Regierungsrat in seinen Bericht hineinzureden. Dennoch erwartet die SAK, dass die Vision Bestandteil der nächsten Regierungsrichtlinien sein wird. Die FDP stellt sich auf den Standpunkt, dass der Auftrag des Gesetzes nicht erfüllt ist. Deshalb möchten wir, dass die Planungserklärung 1 integraler Bestandteil des Berichts wird und somit auch alle anderen, gestern angenommenen Planungserklärungen. Weil sich die Grossratspräsidentin nicht geäussert hat, bin ich nicht sicher, ob der Antrag der SVP noch steht. Falls dieser Antrag aufrechterhalten wird, lehnt ihn die FDP ab.

La présidente. Maintenant, nous avons la proposition de renvoi de l'UDC, Mme Graber a la parole, et après, je prierai les groupes de s'annoncer.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Tout d'abord, je voudrais dire que je regrette vivement que notre déclaration de planification sur l'inflation législative, administrative et bureaucratique n'ait pas été acceptée. Elle n'était pas de nature idéologique, elle visait uniquement le bien de notre canton et de ses acteurs, et finalement, elle était soutenue par le Conseil-exécutif lui-même, et vous ne l'avez pas acceptée. S'agissant de notre proposition de renvoi du programme gouvernemental de législature, j'en ai indiqué les motifs hier. Je voudrais simplement rappeler ici un argument qui me semble important. Les déclarations de planification que nous avons adoptées auront davantage de poids et de force si elles sont intégrées directement dans le programme gouvernemental. De plus, ce dernier sera caractérisé par davantage de cohérence et d'équilibre, ainsi que par un plus grand consensus. Ensuite, je tiens à souligner que notre proposition de renvoi ne constitue absolument pas un acte de défiance. Il ne s'agit pas de renvoyer pour renvoyer. Notre proposition s'inscrit dans une logique constructive, puisqu'elle est assortie de charges, c'est-à-dire des déclarations de planification que nous avons acceptées. Finalement, je vous communique que mon groupe retire sa proposition de renvoi en faveur de celle du groupe PLR que je vous invite à soutenir.

La présidente. Nous l'avons bien entendu, nous n'avons plus qu'une proposition de renvoi, et je donne la parole au président de la Commission, M. Messerli, c'est à vous.

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Die Antragsteller bzw. die Antragstellerin verlangt die Rückweisung der Regierungsrichtlinien mit der Auflage, die in den Planungserklärungen formulierten Forderungen zu erfüllen und den Bericht erneut vorzulegen. Damit bringt sie vorab zum Ausdruck, dass die fünf Planungserklärungen der Kommission in die richtige Richtung gehen und unterstützungswürdig sind. Die Kommission hat die Rückweisung vor rund drei Wochen mit 14 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Gestern hat sie die Rückweisung mit 12 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt. Der Entscheid der SAK basiert auf zweieinhalb Gründen. (*Hilarité*) Zum ersten ganzen Grund, der praktischen Durchführung: Die Planungserklärung der FDP lautet wie folgt: «Die Regierungsrichtlinien werden an den Regierungsrat zurückgewiesen mit der Auflage, die in den 5 Planungserklärungen der SAK formulierten Forderungen zu erfüllen und den Bericht erneut vorzulegen.» Ist man angesichts einer solchen Formulierung irritiert, konsultiert man normalerweise den französischen Text. Letzterer beseitigt definitiv jegliche Irritation; er lautet wie folgt: «Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de respecter les exigences formulées dans les cinq déclarations de planification de la CIRE et de représenter ensuite le programme de législature au Grand Conseil.» Wer mir nun noch sagt, dass dies logisch und realistisch machbar sei, den frage ich, in welchem Verhältnis die Auflagen zu

den Planungserklärungen stehen bzw. ob diese nicht verwechselt werden. Dieser Antrag ist praktisch undurchführbar, zumal eine Verwechslung zwischen Auflage und Planungserklärung entsteht. Würde die im Antrag beinhaltete Auflage wörtlich umgesetzt, müsste der Regierungsrat die Legislaturplanung erst in etwa zwei bis drei Jahren nach Erfüllung der Planungserklärung neu erstellen, wenn überhaupt.

Der zweite Hauptgrund ist politischer Natur: Die Kommission stellt sich die grundlegende Frage, wie wir den Kanton angesichts der bekannten Probleme weiterbringen. Es geht nicht darum, den Ball zurück an die Regierung zu spielen, sondern darum, proaktiv zu handeln, wie dies mit den Planungserklärungen getan wurde. Es ist hochehrwürdig, dass die Mitglieder einer Kommission einen Teil ihres parteipolitischen Credo und ihrer Observanzen hinterfragt und bei zentralen Fragen im Sinn des Gesamtinteresses des Kantons Stellung bezogen haben. Der Sprechende nimmt sich nicht davon aus. Die Abstimmungsergebnisse und die Rückweisung habe ich erwähnt. Die Planungserklärungen, auf welche sich meine Bemerkungen beziehen, sind bekanntlich allesamt einstimmig angenommen worden. Dies, obwohl man in zentralen Bereichen nicht überall einverstanden war. Mit einer Rückweisung der Richtlinien erreichen wir überhaupt nichts, sondern kämen auf Feld eins zurück. Nach einer erneuten Überarbeitung durch alle involvierten Direktionen – wie von den Antragstellern gefordert – werden wir gleich weit sein wie zuvor. Schliesslich geht es um eine Kenntnisnahme des vorliegenden Berichts. Ich sage es deutlich: Es handelt sich um eine Kenntnisnahme der Richtlinien und nicht um eine Zustimmung. Die Kommission verspricht sich über den Weg der angenommenen Planungserklärungen bedeutend mehr. Ich sage es nochmals, verzichte aber darauf Ihnen Artikel 53 des Grossratsgesetzes (GRG) vorzubeten: Die Planungserklärungen sind nicht für die Katze, sie landen nicht in der Schublade, wie viele von Ihnen meinen. Sie binden den Regierungsrat politisch und fordern ihn zum Handeln auf.

Dies sind die beiden Hauptgründe. Nun noch zum halben Grund: Der Bericht beinhaltet Absichten und Richtlinien der Regierung für die nächsten vier Jahre. Dieser Bericht ist nicht wie andere, mit welchen wir hier oft mit Fakten konfrontiert werden. Es handelt sich um Absichtserklärungen der Regierung. Die Frage ist eben doch, ob ein Parlament dem Regierungsrat vorschreiben kann, andere Absichten zu haben. Damit stellt sich allen Ernstes die Frage, ob solche Regierungsrichtlinien denn überhaupt möglich sind. Auch diese Möglichkeit verifiziert sich natürlich, wenn man zurückgeht, über den Zaun zum Bund blickt und sieht, wie die eidgenössischen Räte solche Berichte behandeln. Auch diese haben sich alle vier Jahre mit Legislaturplanungen auseinanderzusetzen. In der Tat ist es so, dass die staatspolitische Kommission des Nationalrats in der letzten Wintersession einen Revisionsvorschlag zur Änderung des Parlamentsgesetzes (ParlG) – namentlich von Artikel 75 Absatz 4 – mit folgendem Wortlaut vorgeschlagen hat: «Der Entwurf über die Legislaturplanung kann nicht zurückgewiesen werden.» Der Nationalrat hat diesem Antrag am 10. Dezember 2014 zugestimmt. Man zweifelt nicht daran, dass auch der Ständerat diesem Antrag zustimmen würde. Nun ist es so – und deshalb spreche ich von einem halben Grund –, dass Bundesrecht hier nicht kantonales Recht bricht, wie dies in anderen Rechtsbereichen der Fall ist. Hier geht es um Verfahrensfragen von Parlamenten. Man kann sagen, dass die Fragwürdigkeit der Rückweisungsmöglichkeit materieller Natur ist. Dies, weil eine Rückweisung eines solchen Berichts nicht möglich ist. Dennoch bedarf es auch einer formellen Gesetzgebung, und diese besteht im Kanton Bern noch nicht. Es bedarf einer Norm im Grossratsgesetz, welche klar besagt, dass derartige Berichte nicht zurückgewiesen werden können. Ich sage dies zuhause des Generalsekretärs, damit das Fehlen einer formellen Gesetzgebung in diesem Bereich auf der Pendenzenliste geführt wird. Letztere wird übrigens vom Generalsekretär als «Watchlist» bezeichnet. Dies, damit dieser Punkt bei der nächsten Revision des GRG aufgenommen wird und bei der nächsten Beratung der Legislaturziele des Regierungsrats Klarheit in Bezug auf Rückweisungen herrscht. Damit beantrage ich Ihnen namens der Kommission, den Rückweisungsantrag abzulehnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen und die Planungserklärungen – wie gestern beschlossen – begleitend mitzuliefern.

La présidente. Je le rappelle, malheureusement en allemand parce que je n'ai pas le texte en français, dans la Constitution, il est marqué à l'article 75, «Der Grosse Rat behandelt den Bericht über die Richtlinien der Regierungspolitik [...]». C'est donc vraiment à nous de faire ce travail. M. Wüthrich, vous avez la parole.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir schliessen jetzt noch eine Runde an das gestern Diskutierte an. Wir diskutieren nun einmal über die Rückweisung, obwohl eine solche – wie vom

Kommissionspräsidenten erwähnt – im Kontext des vorliegenden Berichts nicht ganz opportun wäre. Ich habe gestern auch schon darauf hingewiesen, dass es sich um die Richtlinien der Regierung bzw. das Legislaturprogramm der Exekutive dieses Kantons handelt. Eine Rückweisung seitens des Parlaments wäre daher eigenartig. Schon nur aus diesem Grund wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion dem Rückweisungsantrag klar nicht zustimmen. Wir sind der Meinung, dass die überwiesenen Planungserklärungen ausreichen, zumal sie nach unserem Grossratsgesetz für den Regierungsrat politisch verbindlich sind. Ein Integrieren der Planungserklärungen in den Bericht, wie von der FDP-Sprecherin aufgrund der höheren Verbindlichkeit gefordert, ist nicht nötig. Die Planungserklärungen sind ausreichend. So haben wir es bereits bei mehreren Berichten gehandhabt. Hier eine neue Art der Behandlung bzw. eine Art von Strafaufgaben für die Regierung einzuführen, halten wir für falsch. Schauen wir gemeinsam vorwärts und arbeiten wir gemeinsam! Wir haben die Planungserklärungen beschlossen, und diese sind politisch verbindlich. Es nutzt nichts, diese noch in den Bericht zu schreiben, zumal wir sie verabschiedet haben und sie von der Regierung zur Kenntnis genommen werden. Was die Planungserklärungen für die Regierungsrichtlinien und für die Arbeit der Regierung bedeuten, wird sicher nochmals im Regierungsrat diskutiert. Soweit zum Formellen.

Aus politischer Sicht muss ich Ihnen sagen, Kolleginnen und Kollegen, dass die Wahlen vorbei sind und das bernische Volk eine rot-grüne Regierung gewählt hat. Das Volk hat sieben Personen direkt gewählt. Mit Blick auf den Vergleich mit der Bundesebene wäre es einzig auf Bundesebene logisch, die Regierungsrichtlinien zurückzuweisen, zumal das eidgenössische Parlament den Bundesrat wählt. Im Kanton Bern ist es aber das Volk, welches die Exekutive wählt! Kolleginnen und Kollegen, akzeptieren wir doch das Wahlergebnis! Sie haben das Resultat gestern schriftlich erhalten und können es nachlesen. Insofern muss ich Ihnen einfach in Erinnerung rufen, dass die Wahlen vorbei sind. Lassen Sie uns miteinander arbeiten, damit es gemeinsam vorwärts geht mit dem Kanton Bern.

Inhaltlich ist zuhanden der FDP und des Handels- und Industrievereins des Kantons Bern (HIV) usw. zu sagen, dass die Legislaturziele der Regierung sehr viele auch für die Wirtschaft wichtige Ziele beinhalten. Wenn Sie die Grafik der neun Ziele anschauen, sind sechs der Wirtschaft gewidmet. Die rot-grüne Regierung hat unter anderem sogar geschrieben, was sie mit der Steuerstrategie erreichen will. Sie will Spielraum für Privatpersonen und Unternehmen schaffen, damit der Kanton Bern attraktiver wird. Dies ist auf Seite 7 nachzulesen. Wir brauchen hier kein Theater aufzuführen, damit an der HIV-Generalversammlung wieder gesagt werden kann, wie man auf die rot-grüne Regierung eingedroschen hat. Lassen wir die Schaumschlägerei und arbeiten zusammen, indem wir ein neues Kapitel aufschlagen. Versuchen wir, das Beste für den Kanton Bern herauszuholen. Beginnen wir damit, indem wir den Rückweisungsantrag deutlich ablehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Vorab zu Adrian Wüthrich: Ich politisiere hier als FDP-Grossrat. Ich bitte dich, dies zur Kenntnis zu nehmen. Andernfalls werde ich beim nächsten Mal auch zuerst deine verschiedenen Engagements zitieren. Einleitend möchte ich die Rückweisung leicht modifizieren. Dies, weil wir zu Ziel 1 einen Antrag Augstburger angenommen haben. Diesbezüglich handelt es sich nicht mehr um eine Planungserklärung der SAK, sondern – nach einem Austausch – um eine der SVP. In diesem Sinn bezieht sich unser Antrag auch auf diese Planungserklärung. Soweit zur Modifikation. Nun möchte ich etwas zum Verfahren sagen. Die Planungserklärungen sind textlich als Auflagen gemeint und nicht als Planungserklärungen, genauso wie es hier steht. Zwischen einer Planungserklärung und einer Auflage besteht im Rahmen des Rückweisungsantrags ein Unterschied, wobei der Text übernommen wurde. Kurz zu Grossrat Messerli. Er hat gestern gesagt, die Planungserklärungen müssten verifizierbar und umsetzbar sein. In der ersten Planungserklärung der SAK, welche inhaltlich gut ist und die auch ich nicht kritisieren will, steht, es sei «etwas einzufügen». In der zweiten Planungserklärung ist die Rede von «präzisiert auszuführen». Und in der vierten Planungserklärung steht, man soll eine Ergänzung in Form einer Strategie vornehmen. Angesichts dessen frage ich Sie, wie man dies umsetzt, ohne den Bericht mindestens teilweise neu zu schreiben. Um einen Bericht teilweise neu zu schreiben, ist eben eine Rückweisung notwendig. Ich erinnere Sie daran, dass Herr Messerli in der letzten Session selber einen Rückweisungsantrag zum Bericht betreffend die Mietzinse eingereicht hatte. Dies, weil er der Meinung war, der Bericht müsse wesentlich ergänzt werden. So verhält es sich auch bei diesem Geschäft. Deshalb ist es notwendig, den Bericht zurückzuweisen. Soweit zur Ergänzung.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP erachtet die Rückweisung als nicht zielführend.

Schliesslich handelt es sich um die Regierungsrichtlinien der Regierung und nicht um ein gemeinsames Legislaturprogramm von Regierung und Parlament. Die Flughöhe der Richtlinien – wir haben es bereits verschiedentlich gehört – ist relativ hoch. Wenn es um die Konkretisierung einzelner Ziele und Massnahmen geht, können wir als Parlament ohnehin mitsprechen bzw. mitentscheiden. Mit den Planungserklärungen, welche wir gestern mit grossem Mehr verabschiedet haben, setzt das Parlament genügend eigene Schwerpunkte und erteilt auch der Regierung klare und verbindliche Aufträge.

Der Rückweisungsantrag der FDP – unterstützt von der SVP – macht keinen Sinn. Bis die im Rückweisungsantrag vorgegebenen Auflagen seitens der Regierung erfüllt werden können, wird die Legislaturperiode beinahe zu Ende sein. Damit würde die Regierung Ende der Legislaturperiode Richtlinien vorlegen, während sie wieder daran ist, neue Richtlinien für die übernächste Legislaturperiode vorzubereiten. Das macht einfach keinen Sinn! Die EVP unterstützt die Machtspiele von Seiten der FDP und SVP gegen die Regierung nicht. Das Ziel muss es sein, den Kanton vorwärts zu bringen. Dies haben wir mehrmals während dieser Debatte gehört. Dieses Ziel können wir nur erreichen, wenn Parlament und Regierung konstruktiv zusammenarbeiten.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Wir Grünen sind eigentlich auch dafür, dass die Regierungsrichtlinien möglichst breit getragen werden. Deshalb sind wir grundsätzlich dafür, dass es sich um ein Dokument handeln sollte, hinter das sich alle stellen können. Die Dinge breit abzustützen, entspricht denn auch dem Prinzip des Systems der nachhaltigen Entwicklung. Es gibt einen Bericht über den Zustand des Kantons Bern nach den Kriterien der nachhaltigen Entwicklung. Seitens der Kommission haben wir einen Bericht erhalten, der anhand der vielen Indikatoren einen Vergleich macht. Wir können feststellen, dass wir uns auf einem guten Weg befinden. Dieser Bericht zieht zudem den Vergleich mit 19 oder 20 anderen Kantonen. Wir können also davon ausgehen, dass wir uns mit den Richtlinien auf einem guten Weg befinden. Natürlich wäre es schön, wenn das Parlament zu 100 Prozent dahinterstünde. Das ist offenbar nicht zu 100 Prozent der Fall, ist aber auch nicht notwendig. Aus diesem Grund hat sich die SAK entschieden, Planungserklärungen einzureichen, um mit diesen gewisse Schwerpunkte zu definieren. Ich muss in diesem Zusammenhang auf Artikel 53 Absatz 4 und 5 des Grossratsgesetzes (GRG) verweisen: «⁴ Sie sind für den Regierungsrat politisch verbindlich. ⁵ Erfüllt der Regierungsrat eine Planungserklärung nicht, hat er dies dem Grossen Rat gegenüber zu begründen.» Wie Sie sehen, sind Planungserklärungen verpflichtend; sie sind nicht lediglich von uns geäusserte Wünsche. Der Regierungsrat soll die Planungserklärungen wirklich umsetzen. Dies genügt uns Grünen.

Somit können wir die Regierungsrichtlinien zur Kenntnis nehmen und sind gegen eine Rückweisung. Weshalb? Einerseits hat der Kommissionpräsident die sprachlich schon gar nicht korrekte Umsetzung erwähnt. Die Planungserklärungen könnten gar nicht richtig erfüllt werden. Die Regierungsrichtlinien sollen wieder vorgelegt werden, wenn die Anliegen umgesetzt sind, was allerdings zeitlich nicht möglich ist. Zudem möchte ich daran erinnern, dass Anne-Caroline Graber gestern einen Antrag hinsichtlich weniger Bürokratie gestellt hat, wonach keine Inflation administrativer und bürokratischer Vorschriften ausgelöst werden soll usw. Mit einer Rückweisung provozieren wir aber genau das, indem wir Mehraufwand generieren und eine Situation schaffen, in der die ganze Geschichte wieder von uns behandelt werden muss. Damit würde das Handeln verzögert. Allerdings wollen wir genau dies nicht! Wir wollen im Kanton Bern handlungsfähig bleiben, die Aufgaben angehen und vorwärts arbeiten. Wie bereits mehrfach erwähnt, handelt es sich bei den Regierungsrichtlinien um eine Absichtserklärung und nicht um einen starren Gesetzestext.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Antonio Bauen hat den Anfang meines Votums gleich vorweggenommen. Ich finde es wirklich spannend, dass sich genau diejenigen Parteien, die gestern administrative Leerläufe verhindern wollten, jetzt für eine Zusatzrunde aussprechen bzw. einen administrativen Leerlauf anstreben, der nur kostet und nichts bringt. Für mich sind dies reine Machtspiele. Ich habe gestern in der Kommission relativ markige Worte benutzt, verzichte aber darauf, diese zu wiederholen. Sie würden sich schlecht machen, würden sie wortwörtlich protokolliert. Noch ein Wort zu Adrian Haas, der Antonio Bauen ausgerechnet vorhin nicht zugehört hat. Wie von Antonio Bauen erwähnt, kann man die Ergänzungen in den Geschäftsbericht aufnehmen. Das weisst du genau! Deshalb brauchen die Planungserklärungen nicht in den Bericht des Regierungsrats aufgenommen zu werden. Dies erinnert mich an die Frage, weshalb sich ein Hund am eigenen Schwanz leckt. Die Antwort lautet: Weil er es kann! (*Hilarité*) Es gibt keinen

anderen Grund. Hier geht es darum, dass Sie auf die bürgerliche Mehrheit spekulieren und eine Zusatzrunde erzwingen wollen. Ich spekuliere nicht darauf, sondern hoffe auf die bürgerliche Vernunft! Lehnen Sie den Rückweisungsantrag ab!

Vania Kohli, Berne (PBD). Wahrscheinlich wissen Sie, wie ungerne ich mich wiederhole. Dies ist denn auch nicht die Art der BDP. Damit nicht ganz vergessen geht, was wir gestern zu den gesamten Richtlinien gesagt haben, fasse ich es an dieser Stelle zusammen: «Reculer pour mieux sauter» mag zwar in gewissen Dingen eine gute Taktik sein. Liebe Freisinnige und liebe SVP, dies ist aber definitiv nicht der Moment dazu! Die BDP wird den Rückweisungsantrag nicht unterstützen. Sie ist zuversichtlich, dass die Regierung die gestern überwiesenen Planungserklärungen ernst nimmt und umsetzen wird. Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

La présidente. M. Bhend a la parole à titre personnel.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich nehme es vorweg: Ich finde die vorliegenden Regierungsrichtlinien enttäuschend. Dies, weil sie nicht einmal die formalen Kriterien nach Artikel 2a des Organisationsgesetzes erfüllen. Es fehlt die Erwähnung der wesentlichen neuen Aufgaben und der dazu benötigten Ressourcen. Weiter fehlt ebenfalls eine Priorisierung nach Dringlichkeit dieser Richtlinien, von Visionen über die Legislaturperiode hinaus ganz zu schweigen. Ich gebe aber zu, dass dies nicht ganz so einfach ist. Wenn es die Aufgabe des Parlaments ist, über die Einhaltung des Organisationsgesetzes zu wachen, müssten die Richtlinien eigentlich zurückgewiesen werden. Trotzdem verzichte ich auf diese Rückweisung, zumal die Regierung selber für ihre Ansichten und Aufgaben und das, was sie erreichen will, zuständig ist. Zu Kollega Messerli möchte ich Folgendes sagen: Wenn man jetzt schon einmal die Überarbeitung anschaut, dahingehend, ob eine Rückweisung überhaupt sinnvoll ist oder nicht, müsste man auch darüber diskutieren, ob es noch Sinn macht, Planungserklärungen zu den Richtlinien einzureichen. Grundsätzlich muss man sich überlegen, ob die Regierungsrichtlinien dem Parlament vorgelegt gehören, ob dies Sinn macht oder ob man gescheiter wird und in Zukunft darauf verzichtet. Dies, weil die Regierung ihre Ansichten der Öffentlichkeit kundtun kann. Die Richtlinien sind dann so gut wie die Regierung und deren Zusammenarbeit. Das Parlament würde hingegen sein eigenes Programm machen.

La présidente. Madame Stucki a la parole à titre personnel.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Diese Diskussion erstaunt mich doch einigermaßen. Richtlinien des Regierungsrats haben wir nicht abzuändern oder etwas in diese hineinzuschreiben. Es sind die Richtlinien und Ideen des Regierungsrats für die nächste Legislaturperiode. Wir können unsere Haltung – positiv oder negativ – dazu äussern oder unsere Enttäuschung ausdrücken. Das ist alles in Ordnung. Insofern erstaunen mich Ihre Anträge. Ich habe bereits gestern sämtliche Anträge und Planungserklärungen abgelehnt. Es ist nicht an uns, hierzu Planungserklärungen einzugeben. Bedenken Sie, wie Sie jeweils reagieren, wenn der Regierungsrat uns etwas vorschreiben will!

Barbara Egger-Jenzer, présidente du Conseil-exécutif. Werte Grossrätinnen und Grossräte, ich kann mich kurz fassen. Dem Votum des Präsidenten der SAK, Walter Messerli, ist nichts beizufügen. Ich bitte Sie, sich dieses nochmals in Erinnerung zu rufen. Es betrifft insbesondere den von ihm dargelegten Punkt 1 bzw. was es in der Praxis hiesse, wenn wir die Planungserklärungen zu Auflagen machen würden. Wenn wir diese erfüllen müssten, hätten wir die Regierungsrichtlinien wohl erst in der nächsten Legislaturperiode. Ich kann Ihnen dies anhand der Planungserklärung betreffend die Polizei- und Militärdirektion aufzeigen. Wie ich Ihnen gestern dargelegt habe, können wir besagte Planungserklärung erst Ende der Legislaturperiode erfüllen. Zuerst müssten wir also die Planungserklärung erfüllen, bevor wir die neuen Richtlinien vorlegen könnten, und das wäre dann eben Ende Legislatur. Alleine dies zeigt, dass es nicht praktikabel ist, wenn Sie das parlamentarische Instrument der Planungserklärung plötzlich zur Auflage umfunktionieren. Ich bitte Sie daher – und vor allem auch gestützt auf das Votum des Kommissionspräsidenten –, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

La présidente. Je pense que tout a été dit. M. le président de la Commission a demandé la parole après les votes, on va donc passer aux votes. Tout d'abord, nous allons voter sur la proposition de renvoi du PLR, cette proposition de renvoi, attachée avec les cinq déclarations de planification dont

une qui a été reprise par la Commission, la déclaration de planification de l'UDC. Après, nous passons au vote sur la prise de connaissance. Donc, tout d'abord, ceux qui acceptent le renvoi votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition de renvoi PLR)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 87

Abstentions 9

La présidente. Vous avez refusé le renvoi. Maintenant, nous pouvons passer à la prise de connaissance. Ceux et celles qui acceptent la prise de connaissance du rapport, avec les cinq déclarations de la Commission, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 102

Non 28

Abstentions 18

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance. Mme la présidente reste avec nous, nous allons tout de suite passer à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. M. le président, je vous prie de rester là parce que j'aurai encore des informations et nous avons tout de suite un vote à faire. M. le président de la Commission, vous pouvez prendre la parole, vous pouvez l'enclencher?

Walter Messerli, Interlaken (UDC), président de la CIRE. Ich danke Ihnen namens der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen für das durch Ihre Stimmabgabe ausgedrückte Vertrauen. Dieses verleiht uns neuen Schub für die Fortsetzung. Wir sind seit Mitte des vergangenen Jahres gut gestartet, und die Kommission bereitet mir auf Berndeutsch gesagt «Frööd». Ich danke den Kommissionsmitgliedern für ihr Engagement. Ebenso danke ich für das Engagement von Kommissionssekretärin Céline Baumgartner sowie der Protokollführerin Sara Ferraro. Das Protokoll war nämlich entscheidend wichtig, damit wir überhaupt über das Neujahr über die Runde gekommen sind und uns für heute vorbereiten konnten. Am Schluss unseres Berichts haben wir geschrieben, dass die Fristen in Zukunft nicht mehr so eng ausfallen dürfen, weil ansonsten die Seriosität der Arbeit leidet.

Schliesslich nehme ich Bezug auf eine gestern von einem Grossratsmitglied gestellte Frage. Dieser zufolge sei das grösste Stück der SAK nun vorüber. Die Frage lautete, was die SAK nun zu tun habe. Diese Frage ist durchaus berechtigt. Wie Sie wissen, ist die SAK nicht unbedingt eine Kommission, die sich mit den laufenden Tagesgeschäften befasst. Sie ist kein «Tick», «Trick» oder «Track» bzw. weder eine BaK, BiK, GSoK noch eine SiK und ebenso wenig eine Aufsichtskommission. Die SAK ist eine spezielle Kommission. Aber keine Angst, wir haben noch grosse Stücke zu bearbeiten. Dies, obwohl wir hier im Parlament nicht derart oft zur Darstellung kommen. Ich verweise darauf, dass wir an der Revision der Kantonsverfassung mit sieben Teilthemen arbeiten. Zudem steht – sobald dies fällig ist – die Redaktion des Abstimmungsbüchleins an. Auch wissen wir, dass die «Kulturlandinitiative» und die «Spitalstandortinitiative» kommen werden. Weiter gibt es Aussenbeziehungsberichte. Vergessen Sie schliesslich nicht, was in Sachen Verhältnis zwischen Kirche und Staat auf uns zukommt. Angesichts dessen sind wir nicht arbeitslos. Unsere Arbeit ist aber tiefgreifender Natur und nicht dermassen medien- und parlamentlastig wie dies bei den anderen Kommissionen, die sich mit dem laufenden Tagesgeschäft befassen, der Fall ist. Vielen Dank.

